

Conférence de presse conjointe de M. Jacques Chirac, Président de la République, du Président du conseil des ministres de la République italienne et du Premier ministre français, sur les relations franco-italiennes, à Périgueux le 27 novembre 2001.

LE PRESIDENT - Bien, Mesdames, Messieurs, je voudrais tout d'abord remercier chaleureusement pour leur accueil le Maire de Périgueux, les élus du département qui nous ont accueillis et les habitants de cette belle ville de Périgueux qui nous ont supportés.

Ce fut un bon sommet, un sommet productif et qui s'est déroulé dans un climat particulièrement chaleureux. L'Italie et la France, deux des trois grands pays fondateurs de l'Union européenne, ont à l'évidence une vocation à affirmer une solidarité forte pour tout ce qui touche à la construction et à l'avenir de l'Europe et à avoir une vision commune des affaires du monde. Ne pas tenir compte de cette évidence serait une grave erreur, un contresens. Nos proximités géographiques et culturelles, la vision commune que ces proximités nous donnent des affaires du monde permettent à l'Italie et à la France de constituer une véritable force d'impulsion et de proposition pour l'Europe.

L'intégration croissante de nos économies et de nos sociétés, la solidarité incontournable qu'imposent par exemple les franchissements transalpins, la coopération dans le domaine de l'immigration, la lutte contre le terrorisme, les coopérations dans le domaine industriel, notamment dans le domaine de l'armement, qui est exemplaire, je pense en particulier aux frégates Horizon ou à l'hélicoptère NH 90, tout cela, c'est une réalité. D'où l'importance d'une relance permanente, et je dirai tous azimuts, de nos relations en particulier dans les domaines où, pour une raison ou pour une autre, elles peuvent être encore fortement développées ou dans des domaines où elles n'ont pas reçu l'impulsion nécessaire. Et nous pensons naturellement en particulier au domaine de la culture.

J'ajoute que nous avons une approche commune et ambitieuse de l'avenir de l'Europe. L'Italie et la France partagent la même conception d'une Europe forte, dotée d'une politique de sécurité et de défense, et les quelques divergences qui peuvent apparaître, ce qui est inévitable, doivent être immédiatement circonscrites et traitées.

C'est dans cet esprit que s'est déroulée notre réunion d'aujourd'hui. Nous avons d'abord indiqué au Président BERLUSCONI que la France serait naturellement aux côtés de l'Italie pour la préparation de sa présidence fin 2003, comme l'Italie a été aux côtés de la France au sommet de Nice, la présidence fin 2003 ayant une importance capitale pour l'avenir de l'Europe puisqu'elle sera en charge de conduire la prochaine conférence intergouvernementale, et ceci à la veille de l'élargissement, élargissement qui sera également un grand moment pour la construction de l'Europe de demain.

Dans l'immédiat, nous avons constaté que nous abordons le Conseil européen de Laeken avec une convergence de vues sur tous les thèmes à l'ordre du jour et notamment les décisions à prendre sur l'avenir de l'Europe.

Sur l'Afghanistan, la France et l'Italie attachent ensemble une importance capitale à la réunion qui commence aujourd'hui à Bonn et qui devrait permettre sous l'impulsion de l'envoyé spécial, M. Lakhdar BRAHIMI, la mise en place d'une transition politique et d'un gouvernement provisoire

ou d'une autorité gouvernementale provisoire en Afghanistan. Alors, nous sommes naturellement extrêmement attentifs à ce qui s'y passe et, bien entendu, nous soutenons sans réserve les efforts de l'envoyé spécial du Secrétaire Général de l'ONU, M. BRAHIMI.

Par la politique active qu'elle mène dans les Balkans comme par l'importance de sa contribution aux opérations de maintien de la paix dans la région, l'Italie, dans cette partie du monde, joue naturellement un rôle très important pour la stabilité et le développement des pays du sud-est de l'Europe. Nous en avons longuement parlé. Nous sommes côte à côte et je dirais la main dans la main dans cette partie du monde. Nous estimons que l'Union européenne doit être au coeur de la stratégie de la communauté internationale dans les Balkans et nous sommes, l'Italie et la France, sur ce point, le moteur de l'ensemble.

Le développement d'une défense européenne a été également évoqué. C'est une condition indispensable de l'affirmation de l'Europe sur la scène internationale. Nous sommes parfaitement d'accord sur l'importance de cette défense européenne et nous avons confirmé notre volonté de décider à Laeken que l'Europe, l'Union européenne, serait opérationnelle à partir de la fin de cette année.

Sur le plan bilatéral, les travaux ont principalement porté, vous vous en doutez, sur les liaisons transalpines avec la présence des deux Ministres des Transports. Nous avons déjà décidé l'essentiel à Turin, vous vous en souvenez, pour ce qui concerne le nouvel axe Lyon-Turin mais les choses progressent, se développent et je dirais s'accélèrent. Et nous avons évoqué naturellement aussi le problème du tunnel du Mont-Blanc.

Voilà ce que nous avons évoqué ensemble aujourd'hui. Le Président BERLUSCONI d'une part et le Premier ministre d'autre part vont compléter et préciser ce qui a été fait. Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT - Merci, Monsieur le Premier ministre. Alors y a-t-il des questions ? On pourrait peut-être commencer par une question d'un journaliste italien, suivie d'une question d'un journaliste français puis, ensuite, on verra bien. Est-ce qu'il y a un journaliste italien qui veut poser une question ?

QUESTION - Nous avons entendu Monsieur JOSPIN à propos de l'Airbus. Nous n'avons pas encore compris quelle était la position italienne pour ce qui est de l'achat de ces 16 avions A400M. Je voudrais savoir si M. BERLUSCONI est en mesure de répondre ?

M. BERLUSCONI - Oui, c'est une décision que nous sommes en train d'examiner et nous approfondirons cette question et nous communiquerons dans des délais raisonnables une réponse au gouvernement français. Nous la communiquerons également aux autres parties qui participent à la construction de cet avion de transport.

QUESTION - C'est une question pour le Président du Conseil italien. Pouvez-vous nous expliquer pourquoi l'Italie s'oppose à ce que les délits de fraude et de corruption soient passibles justement du mandat d'arrêt européen auquel la France tient tellement ?

M. BERLUSCONI - On ne peut pas dire que l'Italie s'oppose au fait que ces délits soient l'objet d'un mandat européen éventuel. L'Italie a une position sur le mandat européen qui est liée, qui concerne les délits essentiels. L'Italie a signé avec d'autres pays, avec l'Espagne récemment, des accords qui concernent un certain nombre de crimes, les crimes les plus graves, le terrorisme, l'association de malfaiteurs, la pédophilie, le recyclage d'argent sale. Par conséquent il y a des positions qui n'excluent pas tel ou tel délit mais qui limitent le mandat européen à certains types de délits. Par exemple, évidemment, le meurtre. Ce sont des délits qui peuvent être évalués de l'extérieur d'un pays. Il me semble qu'intégrer, proposer une liste aussi longue de délits, eh bien, pour nous, cela va au-delà des possibilités de la capacité actuelle de coopération au sein de l'espace judiciaire européen.

QUESTION - Les candidatures de Giuliano AMATO et de Valéry GISCARD d'ESTAING ont-elles fait l'objet d'une opposition entre vous ? Est-ce qu'il y a une possibilité de parvenir à une convergence sur un nom ?

M. BERLUSCONI - Aujourd'hui, nous avons confirmé chacun nos candidatures. La France, bien entendu, soutient la candidature du Président Valéry GISCARD d'ESTAING, auquel nous avons

manifesté toute notre estime et, personnellement, je dois dire mon amitié. Le Président CHIRAC en a fait tout autant pour ce qui concerne M. AMATO. En fait, ce n'est pas nous, nous deux, qui pouvons décider une candidature. A Laeken, tous les pays vont se retrouver autour d'une table, chacun proposera une candidature et ensuite nous verrons quelles sont les possibilités. Je dois dire que, quelle que soit la personnalité qui sera choisie, je pense qu'il y aura un bon président.

QUESTION - Monsieur le Président, Monsieur le Premier Ministre, la conférence de Bonn vient de commencer. Est-ce que vous avez des nouvelles des soldats français qui étaient bloqués en Ouzbékistan ?

LE PRESIDENT - Le détachement précurseur d'une soixantaine de soldats français, qui ont été, en accord avec la coordination générale des opérations, envoyés en Ouzbékistan avant de rejoindre la base de Mazar-e Charif et de s'associer à un dispositif plus important, français et étranger, pour le service humanitaire à partir de la base de Mazar-e Charif, dans l'état actuel des choses n'a pas encore été en mesure de rejoindre sa base. D'abord parce que les structures locales ne le permettaient pas et, ensuite, parce que il y a un conflit, ou un malentendu, ou une opposition, entre les autorités ouzbèques et les autorités de la coalition pour ce qui concerne l'essentiel, qui est l'autorisation de transporter les convois humanitaires sur le pont qui relie les deux pays. Et, dans l'état actuel des choses, les autorités ouzbèques n'ont pas cru devoir donner cette liberté de circulation. Alors, à partir de là, comme toujours dans ces situations, nous attendons de voir, en liaison étroite naturellement avec l'état major et la planification générale des opérations, nous attendons de voir ce qui sera la solution la plus efficace pour rester au service d'une mission qui est la nôtre, qui est la mission humanitaire. Monsieur le Premier Ministre ?

LE PRESIDENT - Je voudrais simplement ajouter un point au problème particulier qui a été parfaitement exposé par le Premier ministre, parce que nous en avons parlé avec M. BERLUSCONI, et qui concerne cette affaire de filière bovine. Car il est très important, naturellement, comme l'a dit le Premier ministre, pour les agriculteurs français mais aussi pour les éleveurs italiens que l'on retrouve en Italie et en France le niveau de consommation d'avant la crise. Et, dans ce domaine, j'ai indiqué au Président BERLUSCONI que l'interprofession bovine française, qui est à la fois dynamique et compétente, était tout à fait disposée à investir, y compris sur le plan financier, avec l'interprofession bovine italienne pour favoriser la reprise de la consommation et par là-même la reprise de nos échanges et de nos exportations, aussi, de jeunes bovins et de viande. Et nous avons décidé que les deux interprofessions allaient se rencontrer très rapidement. Le Président BERLUSCONI a même suggéré une sorte de médiateur, nous n'avons pas vraiment besoin de médiateur, mais de " facilitateur " pour essayer d'engager une action commune des deux professions pour retrouver le courant d'échanges normal qui se faisait au bénéfice de l'ensemble des paysans aussi bien italiens que français.

S'il n'y a pas d'autres questions, nous allons peut-être nous arrêter.

Je vous remercie.